



**ESSAI D'ANALYSE SUR LES IMPACTS DE LA CROISSANCE  
DEMOGRAPHIQUE DANS LA VILLE DE TOAMASINA, MADAGASCAR**

<sup>1</sup>RASILA Sambany, <sup>2</sup>RANDRIALAHAMADY Solo Nirina, <sup>3</sup>RADIMILAHY Manana Asidy,  
<sup>4</sup>BELA Christian.

Université de Toamasina, Madagascar

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.20777703>

## **Résumé**

Une problématique qui relève des défis depuis des temps, la disproportionnalité entre la croissance de la population et la croissance pour un pays donne constituait un fardeau multidimensionnel. En Afrique subsaharienne, la multiplication rapide de la population est à la fois cause et conséquence de la pauvreté. Cet article a comme objectif de diagnostiquer les impacts de la démographie sur la ville de Toamasina, Madagascar. Une étude rétrospective, sous formes d'entretien, a été menée dans cette localité, afin de collecter des informations secondaires. Les résultats obtenus se résument comme suit : (i) la hausse de l'effectif de la population dans l'agglomération de Toamasina est en grande partie, expliquée par la domination de l'exode rurale, qui n'a jamais été règlementer jusqu'à nos jours. (ii) Ainsi, dans cette ville, la croissance démographique a des conséquences négatives sur la sécurité publique. (iii) Enfin, outre que la dégradation des indicateurs macroéconomiques, la croissance démographique dans la ville peut influencer la prolifération des activités informelles et les problèmes de circulations, qui se traduit par une baisse tendancielle des recettes de la commune urbaine. L'intervention de l'autorité locale, toute en incluant le problème de l'accroissement de la population urbaine dans toute politique de développement, doit être une meilleure alternative pour la bonne gestion de la ville.

**Mots-clés :** accroissement de la population, pauvreté urbaine, ville de Toamasina, Madagascar

## **Abstract**

An issue that has been challenging for some time, the disproportionality between population growth and growth for a given country constituted a multidimensional burden. In sub-Saharan Africa, rapid population growth is both a cause and a consequence of poverty. The aim of this

article is to diagnose the impact of demography on the city of Toamasina, Madagascar. A retrospective study, in the form of interviews, was carried out in this locality, in order to gather secondary information. The results obtained can be summarized as follows: (i) the increase in the population of the Toamasina agglomeration is largely explained by the dominance of the rural exodus, which has never been regulated up to the present day. (ii) In this city, population growth has a negative impact on public safety. (iii) Finally, in addition to the deterioration in macroeconomic indicators, population growth in the city can influence the proliferation of informal activities and traffic problems, resulting in a downward trend in revenues for the urban commune. The intervention of the local authority, while including the problem of urban population growth in any development policy, must be a better alternative for good city management.

**Keywords** : population growth, urban poverty, city of Toamasina, Madagascar

## **1. Introduction**

La croissance démographique à Madagascar est estimée à 2,6% (PNUD, 2012). A ce rythme, il est attendu un doublement de la population en 27 ans. Toutefois, la performance de l'économie peine à suivre cette tendance contribuant ainsi à l'amplification de la vulnérabilité. Certes, la croissance de la population et sa distribution ont une influence directe sur le développement économique et social de l'Afrique subsaharienne. Le poids la croissance démographique pèse sur l'espace et les ressources naturelles dont l'homme dispose, sur les denrées alimentaires qu'il produit et consomme.

La problématique de ce travail s'intéresse à poser la question comme : comment la croissance démographique influence-t-elle l'organisation et les aspects socio-économique d'une ville ? Sur ce, l'objectif général de ce manuscrit consiste à faire un diagnostic sur les impacts de la démographie sur la ville de Toamasina.

## **2. Matériel et Méthode**

### **2.1. Matériel de l'étude**

#### **2.1.1. Localisation géographique et administrative de la zone d'étude**

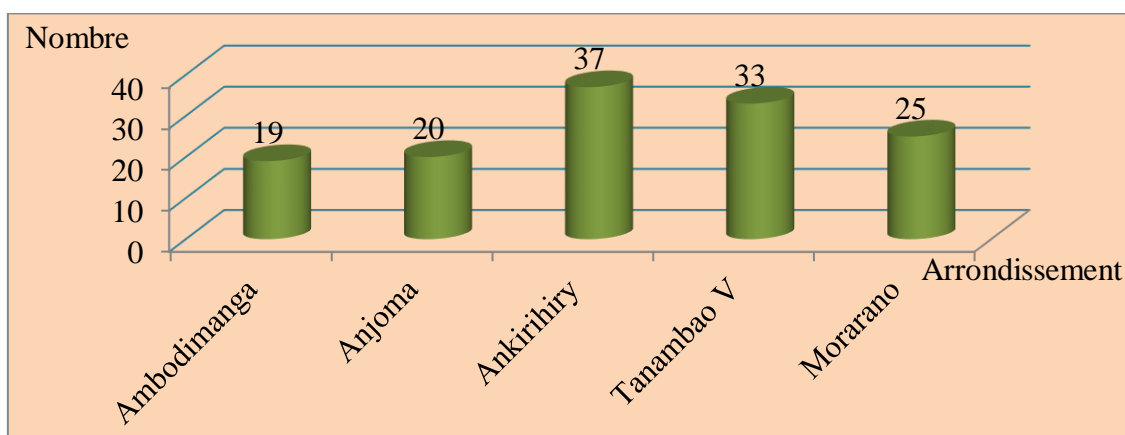
La commune urbaine de Toamasina est la deuxième grande ville de Madagascar. Son ouverture et son caractère touristique offrent à la ville un dynamisme permanent. En plus, du fait qu'elle est une commune urbaine très peuplée, la ville en question est souvent désignée comme la principale artère de l'économie Malgache.

Située dans l'ex-province autonome de Toamasina, la ville constitue la commune urbaine qui dessert la capitale sur une route bitumée de quelques 368 km. Localisée à 18°09'31'' de

latitude-Sud et 49°24'33'' de longitude-Est, elle s'étend sur une superficie de 28 km<sup>2</sup> (PCD, 2005), dans sa délimitation administrative actuelle, et fait partie des communes les moins étendues des districts de la région Atsinanana. La ville de Toamasina se trouve presque au Centre - Est de la Grande Ile, et longe l'Océan Indien sur une distance de 15 km environ du Nord au Sud. Elle est entourée par plusieurs communes à savoir : la commune rurale d'Antetozambaro dans sa partie septentrionale ; à l'Ouest, la commune suburbaine de Toamasina ; la commune rurale d'Amboditandroho se situe dans sa partie Sud-Ouest et la commune rurale de Fanandrana lui sert de limite dans sa partie Sud-Est.

La ville de Toamasina compte actuellement cinq arrondissements et subdivises-en 138 quartiers ou fokontany.

**Graphique 1. La répartition des fokontany par arrondissements dans la CUT**



Source : Plan communal de développement, Toamasina I, 2010

### 2.1.2. La population dans la ville de Toamasina

La ville de Toamasina abrite le plus grand port de l'île. Elle est un centre Interrégional des Affaires et du Commerce. Par ailleurs, la présence des transports aériens, maritimes, fluviaux, routiers et ferroviaires, facilite les déplacements ainsi que les mouvements migratoires. Ces facteurs expliquent l'importance numérique de la population de cette localité. Sur le plan Ethnique, presque 50 % des habitants de la Commune Urbaine de Toamasina proviennent des autres régions de Madagascar.

**Tableau I. L'évolution et la répartition de la population par sexe**

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Homme	103 456	109 520	113 386	120 989	126 715	130850
Femme	112 690	112 830	119 182	142 389	133 546	137 204
Total	216 146	222 350	232 568	263 378	260 261	268 054

Sources : INSTAT, 2017

La population de la ville de Toamasina ne cesse d'augmenter d'une année à une autre. Elle s'explique par une forte migration interne (existence du projet Ambatovy) et une forte natalité.

### **2.1.3. Notions sur la démographie**

#### **2.1.3.1. Généralité**

La définition retenue est souvent celle de F. PERROUX comme : « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population, qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel et global ». Les changements mentaux correspondent par exemple à la valorisation de la raison de la science contre les croyances traditionnelles, la religion mais aussi à la valorisation de l'innovation de l'esprit contre les habitudes et la routine. Les changements sociaux correspondent par exemple à l'urbanisation, au développement de la scolarisation, à l'amélioration de la santé, à la baisse de la fécondité.

Étymologiquement, la démographie vient du grec : démo qui veut dire "peuple" et graphie qui veut dire "forme". Elle se définit comme « l'étude quantitative des populations humaines basées sur les données formées par les autres de l'Etat-Civil et les recensements » (Willems, 1970, Dictionnaire de Sociologie).

#### **2.1.3.2. Indicateurs démographiques**

Ce sont la naissance et la mort des hommes qui déterminent la variation de la population.

##### **– Taux d'accroissement**

Le taux de croissance démographique : est un indicateur démographique qui permet de connaître l'augmentation de la population à un moment donné (notamment pour une année). Ce taux est un facteur qui détermine le fardeau imposé à un pays par les besoins changeants de son peuple e, infrastructures, en ressources et des emplois.

##### **– Indicateurs de natalité**

**Le taux de natalité :** c'est le nombre total de naissances pour 1 000 individus d'une population donnée pendant une certaine période. Il est généralement le facteur dominant pour déterminer le taux de croissance de la population. Cela dépend à la fois du niveau de fécondité et de la structure par âge de la population.

**L'indice de fécondité :** qui peut se définir comme le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer. Il permet de mesurer la tendance d'une population à augmenter ou à diminuer naturellement si on tient compte du taux de mortalité. Un taux de deux enfants par femme est considéré comme le taux de remplacement d'une population entraînant une stabilité relative en termes de nombre total. Les taux au-dessus de deux enfants indiquent des populations croissantes.

– *Indicateurs de mortalité*

**Taux de mortalité** : c'est le nombre moyen de décès pour 1 000 individus d'une population donnée pendant une certaine période. Le taux de mortalité n'est qu'un indicateur grossier de la situation de la mortalité dans un pays, il indique avec précision l'impact actuel de la mortalité sur la croissance démographique.

**Taux de mortalité infantile** : c'est le nombre des décès d'enfants de moins d'un an en un période donné pour 1 000 enfants de cet âge d'une population donnée. Ce taux est souvent utilisé comme indicateur du niveau de santé dans un pays.

– *Espérance de vie à la naissance*

Il s'agit de la durée moyenne de vie dans un pays à un moment donné calculée à partir de la loi de mortalité de la population de ce pays pour une période donnée. Elle est également une mesure de la qualité de vie globale dans un pays et résume la mortalité à tous les âges.

## 2.2. Méthodologie

Dans cet article, la recherche documentaire s'est effectuée aux différents niveaux. D'abord, des recherches bibliographiques ont été menées auprès de diverses bibliothèques physiques et numériques. Ensuite, la sélection des résultats des autres analyses antérieures concernant ce sujet a été l'objet d'une étude comparative. Sur ce, des articles scientifiques publiés dans des revues scientifiques ont été comme référence et bases théoriques. Ainsi, nous avons eu recours à la consultation des sites web via l'internet. En fin, des visites auprès des responsables au niveau de l'administration et des services concernés, tels que l'INSTAT et la commune urbaine de Toamasina ou CUT ont été fructueux.

Les données recueillies ont été traitées sous le Windows Word et Excel et analysées avec le logiciel SPSS.

## 3. Résultats obtenus

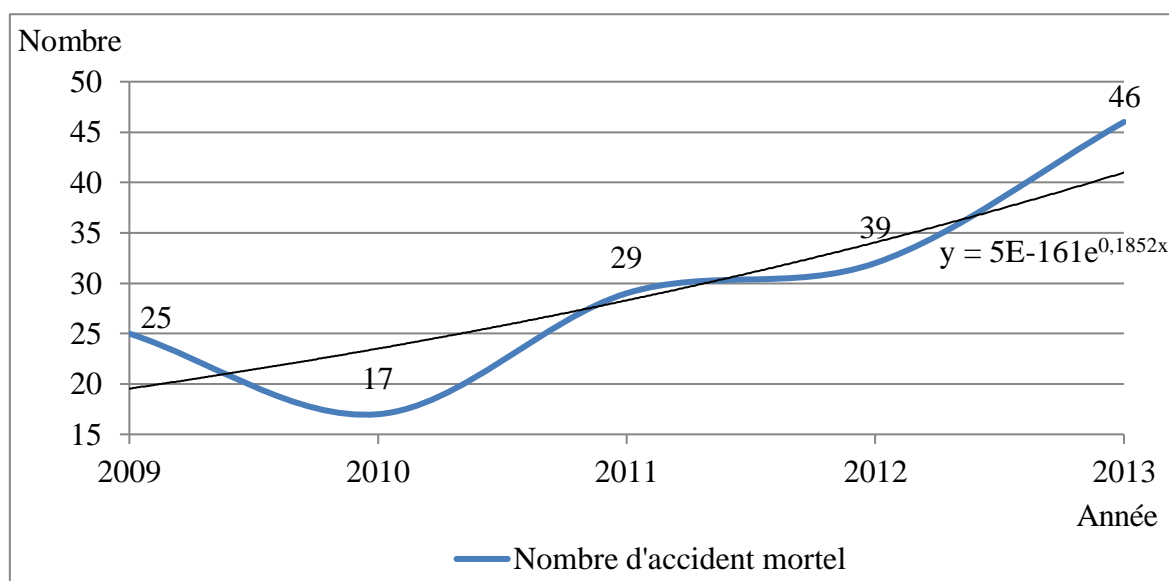
Dans cette partie, les résultats de la documentation et entretien réalisé auprès des responsables dans la ville de Toamasina seront présentés.

**Tableau II. Caractéristiques des emplois dépendants le secteur informel (en %)**

Statut	Salariés et Apprentis	Aide familiale	Total
Employé permanent	59.4	60.7	59.9
Contrat écrit	57	0	34
Primes de fin d'année	5.5	7.2	6.2
Autres primes	1.9	0	1.2
Congés payés	0.8	0	0.4
Participation aux bénéfices	0	1.1	0.4
Sécurité sociale	2	1.1	1.6
Non parenté	66.1	11.3	44

Source : OMEF/Enquête Secteur Informel Toamasina, 2010

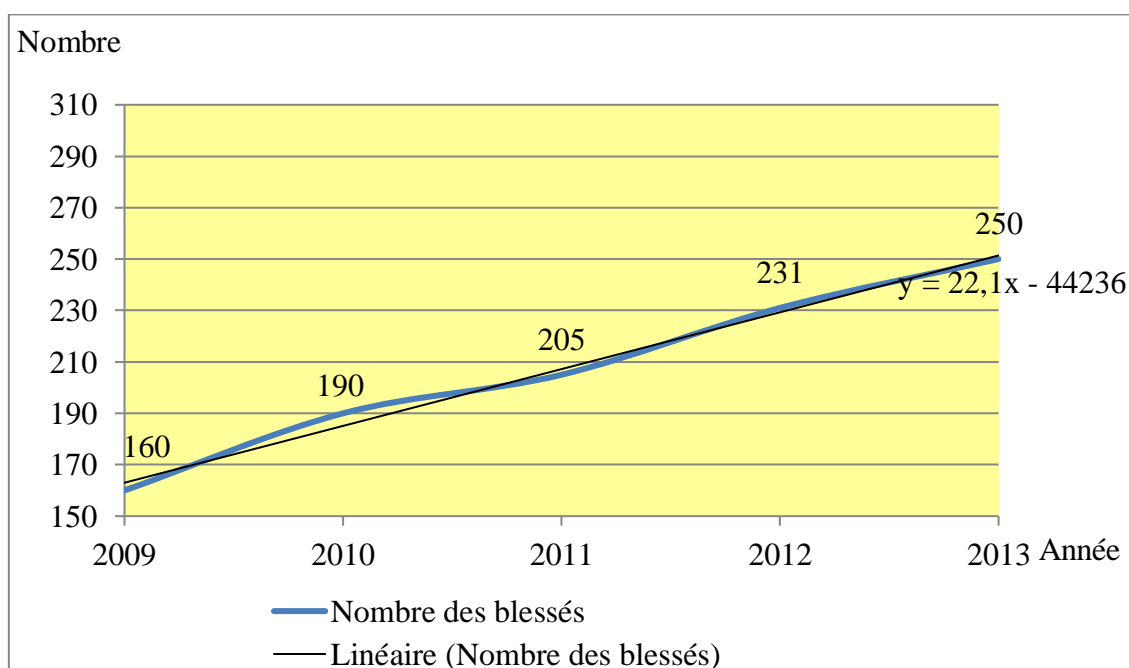
**Graphique 2. Evolution du nombre d'accidents de la route mortels dans la ville**



Source : Hôtel de police Toamasina, 2021

Le graphique illustre la hausse tendancielle du nombre d'accidents de la route mortels perpétrés dans la circulation urbaine de Toamasina. La courbe de tendance exponentielle montre que le danger ne cesse de s'aggraver annuellement car il est passé de 25 cas en 2009 à 46 cas en 2013.

**Graphique 3. Evolution du nombre des « blessés » d'accidents de la route**

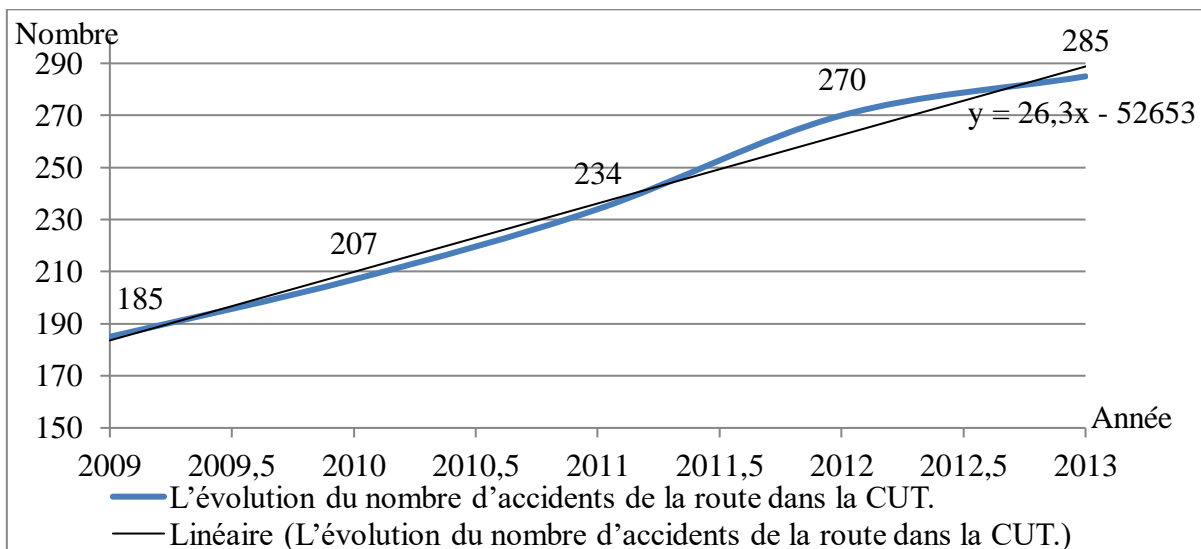


Source : Hôtel de police Toamasina, 2021

L'interprétation du second graphique relatif à l'évolution du nombre d'accidents de la route, pour le cas des « blessés » peut être résumée en une seule tendance : (i) accroissement quasiment linéaire, entre 2009 et 2013. Le nombre des blessés des accidents est passé de 160 personnes (à la première année) à 205 en 2011, soit 1,28 fois supérieur. (ii) En 2013, ce dégât

corporel de circulation a atteint 250 individus en 2013, soit 1,56 fois supérieur à la situation initiale (en 2009). Deux raisons peuvent être avancées pour expliquer cette situation. L'augmentation en nombre des trafics urbains et le désordre de la circulation sont principalement responsables des dégâts corporels. Le graphique ci-après récapitule la situation totale des deux cas évoqués précédemment.

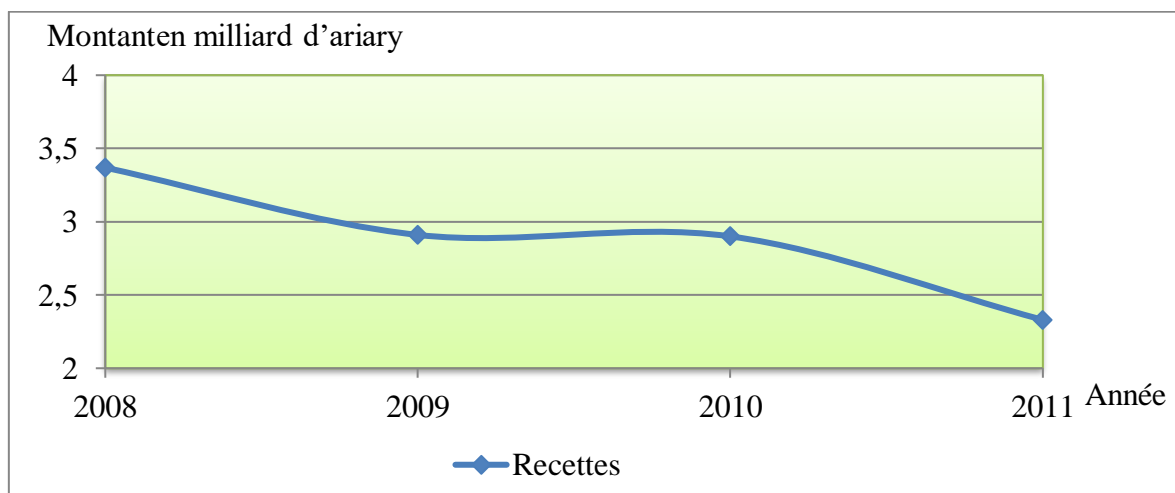
**Graphique 4. Evolution du nombre d'accidents de la route dans la ville**



Source : Hôtel de police Toamasina, 2021

L'évolution du nombre d'accidents de la route dans la CUT est alarmante. Elle est passée de 185 cas en 2009 pour finir à 285 cas en 2013, soit 0,78 cas par jour (arrondi à 1 cas par jour). Les perspectives d'amélioration des trafics urbains devraient figurer parmi les priorités des autorités locales (publiques et routières).

**Graphique 5. Evolution des recettes de la commune urbaine de Toamasina**



Source : Commune urbaine de Toamasina, 2021

Les recettes de la commune urbaine de Toamasina sont décroissantes. L'ensemble de la population vivait dans la souffrance à partir de 2009 car l'autorité locale n'arrive pas augmenter les dépenses dans les services de base comme la santé, l'éducation et même les infrastructures.

**Tableau III. Evolution des décès maternels dans la ville de Toamasina**

<b>Année</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Nombre de décès	27	51	29	24

*Source : CHU, Toamasina, 2022*

A cause de la dégradation de la situation économique et politique à Madagascar, les prix de médicament et de consultation ont augmenté, en terme réel (Service de la planification familiale, région Atsinanana, 2021). Par conséquent, nombre de décès se progresse depuis 2008. De fait, la capacité financière des ménages à accéder à un soin parfait se dégrade d'année en année.

#### **4. Discussion et recommandations**

##### **4.1. L'impact de la croissance démographique sur la sécurité publique**

La forte croissance démographique a un effet négatif sur la sécurité de la population. Plus la population augmente, plus l'insécurité publique se poursuit et l'immigration en ville augmente. La bombe démographique entraine la saturation de la circulation et risque accidentel. Comme le cas de la commune urbaine de Toamasina, sa superficie est petite (58 km<sup>2</sup>, INSTAT Toamasina, 2005), alors que le nombre de la population ne cesse d'augmenter par l'immigration des gens en quête de travail, ou l'amélioration du bien-être (éducation, santé), et par l'immigration des personnes œuvrant dans le métier de pousse- pousse de tout genre (pousse-pousse à pieds, cyclo-pousse et Tuc-Tuc).

Par conséquent, l'augmentation de ces pousse-pousse (370 en 2008 ; 1023 en 2011, selon la Commune Urbaine de Toamasina en 2022) accentuée par les véhicules de transport des employés de certaines sociétés qui encombre davantage la circulation surtout pendant les heures de pointes et rend la circulation urbaine de plus en plus difficile. Cette saturation de la circulation favorise donc l'acte des banditismes dans les rues, notamment le pic poquet et les vols en tout genre des objets légers tels que les téléphones portables, bijou, portefeuille, sac à main, etc.

##### **4.2. Accroissement démographique et prolifération du secteur informel**

Madagascar remplit tous les critères permettant de le classer comme étant un pays sous-développé. Ainsi, outre le développement du secteur informel qui n'arrange pas sa situation économique et qui porte préjudice à la recette publique de l'Etat, nous constatons également

l'insuffisance alimentaire qui touche la majeure partie de la population, la faiblesse du PIB par habitant, la subordination économique, le parasitisme du secteur tertiaire.

Le secteur informel se définit de façon formelle comme l'ensemble des activités économiques légales qui échappent à toute législation en vigueur. Il regroupe les petites activités et entreprises rémunératrices, souvent individuelles ou familiales, et se caractérise par l'inobéissance au cadre fiscal et juridique étatique, l'absence d'une comptabilité légalement tenue, les salaires non déclarés etc. Le secteur informel, tel que défini, couvre tous les secteurs économiques, primaires, secondaires et tertiaires. Il comprend les marchands ambulants, les marchands sur étalages, les artisans tels que les réparateurs d'outils ménagers, les menuisiers, les maçons, les mécaniciens, forgerons, soudeurs, tisserands, cultivateurs, tontines, nettoyeurs, employés de maison, etc.

Le secteur informel dans la Commune Urbaine de Toamasina fournit des emplois considérables en volume avec 70% des emplois créés pour l'année 2010. Dans le cas des entreprises formelles, on parle plus de droit des travailleurs qui sont en général des salariés. Pour le cas du secteur informel, à part les salariés, une autre catégorie d'emploi dépendant pèse énormément dans la structure de l'emploi. Il s'agit des aides familiales.

En général, les emplois dépendants sont de type temporaire dans le secteur informel de Toamasina qui représente un peu plus de 40%. Ce phénomène touche aussi bien les salariés que les aides familiales. Une autre caractéristique de l'emploi dépendant dans l'informel de Toamasina concerne l'importance des relations de parenté dans le recrutement. En effet, seulement 44,0% de cette catégorie ne présentent aucun lien de parenté avec le chef d'UPI. Ce pourcentage atteint 66,1% si l'on se réfère au cas des salariés et apprentis. Le phénomène est généralisé pour les aides familiales car seulement 11,3% de ces dernières n'ont aucun lien avec le chef d'UPI. En ce qui concerne le droit des travailleurs, seuls 57,0% des salariés ont signé un contrat écrit. Le contrat écrit n'existe pas pour les aides familiales.

Force est de constater que les emplois informels se concentrent sur les branches du commerce de détail (33,2%), du transport (10,3%) et des autres services (12,5%), selon OMEF/Enquête Secteur Informel Toamasina, 2020.

### **4.3. Accroissement démographique et risque accidentel**

Dès que la route est saturée, la probabilité de réalisation d'accident s'agrandit. Les accidents causés par les deux-roues sont très courants ces derniers temps. Depuis le début de cette année 2014, la brigade des accidents (BAC) a enregistré à peu près 180 accidents causés par les motocyclettes. La plupart des accidents sont dus à l'immaturation, l'inconscience des conducteurs

et par l'embouteillage puisque, quand la route sera plus ou moins libre après ce long fil d'attente, chacun l'en profite pour rattraper les temps perdus.

Le moyen de réduire le nombre d'accident repose sur la prudence de tout un chacun, ne serait-ce que dans le port des casques et dans le respect du code de la route. Ces derniers temps, les accidents dont les deux-roues sont à l'origine ont fait très souvent la Une des journaux. En effet, ces accidents ont causé la plupart du temps des pertes en vie humaine. Selon les explications de l'adjoint-chef de la BAC Toamasina, 151 accidents corporels dont 41 ont été perpétrés par une moto qui percute une voiture.

Les statistiques au sein de la BAC ont également enregistré 17 accidents mortels depuis les trois derniers mois et 06 d'entre eux sont tous dus à des motos qui ont heurté des piétons.

L'adjoint-chef de la BAC rapporte toujours qu'afin de réduire le nombre des accidents, des mesures répressives ont été prises au niveau des conducteurs des deux-roues comme le contrôle des casques ou encore le contrôle des personnes à bord. La réduction des accidents des deux-roues ne revient pas seulement à la police rapporte toujours cet interlocuteur.

#### **4.4. L'impact du faible budget de la commune sur la santé**

Si les communes apparaissent comme l'élément incontournable de la politique de décentralisation, leurs moyens financiers ne sont pas à la hauteur du rôle qui devrait être le leur pour une mise en œuvre effective d'une politique de proximité. En 2005, le budget cumulé de toutes les communes de Madagascar ne représentait qu'environ 1,5% du budget national.

La faiblesse des ressources financières des communes s'illustre à la lumière des budgets prévisionnels des villes d'Antananarivo, Toliara et Moramanga qui n'atteignaient respectivement que 25 milliards, 2,3 milliards et 0,2 milliard d'Ariary. Quant aux montants réellement engagés, ils n'étaient finalement que de 11 milliards, 1,1 milliard et 0,15 milliard, soit l'équivalent de 4,4 US\$ par habitant et par an à Antananarivo, 3,7 US\$ à Toliara et 1,8 US\$ à Moramanga. A titre de comparaison, une ville comme Dakar dispose d'un budget municipal par habitant 7,6 fois plus élevé que celui de la Commune Urbaine d'Antananarivo pour approximativement le même nombre d'habitants.

Par conséquent, les recettes publiques de l'Etat malgache ou de la collectivité territoriale décentralisée ont diminués d'environ 20 % (Rapport mondial de la Banque Centrale de Madagascar, 2011) en termes réels. Le ralentissement économique a engendré une réduction de l'assiette fiscale et les recettes non-fiscales sont restées insignifiantes, à l'exception du paiement de 100 millions de dollars par la compagnie minière WISCO (Wuhan Iron and Steel) en 2010. Cette évolution n'a fait qu'affaiblir la capacité financière de l'Etat, déjà l'une des plus faibles au monde. Les marges de progression restent énormes.

## **4.5. Recommandations et perspectives d'avenir**

### **4.5.1. La diminution de la croissance urbaine**

En général, l'accroissement de la population est faible, par rapport aux autres grandes villes de l'Asie du Sud Est et de l'Amérique Latine. Mais, les principales villes de Madagascar, y compris Toamasina, sont menacées par la surpopulation, à cause du manque d'infrastructures adéquates et du problème de l'aménagement urbain. On peut agir à la fois sur la croissance naturelle et sur l'immigration en ville.

La résolution des migrations urbaines est complexe. L'enjeu repose sur le choix entre deux alternatives, favorisé la migration rurale ou bien l'orientation vers une mobilité interurbaine. Le développement des villes moyennes canalise les flux migratoires et leurs renforcement, dans le cadre de la décentralisation, doit susciter l'implantation d'entreprises pourvoyeuses d'emploi. Les zones aménageables sur la plaine environnante comme « IAZAFO » existent, mais leur mise en valeur est subordonnée à la recherche de financement. La satisfaction des besoins en riz peut être obtenue par l'amélioration des techniques de production. Canaliser les néo-urbains, c'est chercher un exutoire pour les diriger vers les moyennes et petites villes afin de mieux gérer la seconde ville de Madagascar.

#### **4.5.1.1. La planification familiale**

La population urbaine est plus réceptive à la planification familiale que la population rurale, probablement parce que les femmes sont plus éduquées. Il est donc raisonnable de développer les actions dans ce sens, prioritairement en milieu urbain. Les questions de connaissance en matière de planification familiale, des infections sexuellement transmissibles (IST) et du VIH/SIDA ont, elles aussi, leur importance au regard de l'étude de l'écart entre milieux urbain et rural, en matière de statut sanitaire. Les équipements sanitaires sont concentrés dans la zone urbaine. Si l'on examine la connaissance des méthodes contraceptives, par les femmes, on voit que 90 % environ de celles-ci connaissent au moins une méthode quelconque, par rapport aux hommes. Les méthodes modernes sont en général mieux connues que les méthodes traditionnelles, tant chez les femmes que chez les hommes. Des différentiels entre milieux urbain et rural existent, et sont relativement importants. Ainsi, la plupart des femmes connaissent une méthode moderne de contraception en milieu urbain, par rapport à la zone rurale.

En ce qui concerne le niveau de connaissance de la population, en matière de maladies sexuellement transmissibles, il semble que quelle que soit la catégorie socioéconomique considérée, les niveaux de connaissances sont nettement plus élevés chez les hommes que chez les femmes. Une fois encore, il existe ici un décalage entre la situation en milieu

urbain et en milieu rural. Ainsi, les femmes connaissent le planning familial et les maladies sexuelles transmissibles. Par ailleurs, on estime que le pourcentage de femmes ne connaissant pas les infections sexuelles transmissibles, et le planning familial est de 20 % environ à Toamasina, mais de 80 % en zone rurale. La question de l'accès aux médias peut également être soulevée, pour tenter d'expliquer l'écart existant tant entre la famille aisée et pauvre, qu'entre urbains et ruraux. En effet, pour atteindre efficacement les populations cibles, plus particulièrement les femmes, lors de la mise en place de programmes d'information ou d'éducation sur la planification familiale, ou la santé, il est important de savoir combien d'entre elles écoutent la radio, regardent la télévision ou lisent les journaux. Bien entendu, en milieu rural, la radio, est souvent le seul moyen de communication qui soit disponible. Là encore, la question du faible niveau d'instruction continue toujours de défavoriser les habitants du milieu rural.

Les conditions matérielles de vie, la question de l'accès à l'éducation, constituent l'un des facteurs principaux qui affectent les résultats de la pauvreté à Madagascar, au regard du différentiel urbain –rural, en matière de santé, nutrition et population. Il convient de préciser que c'est surtout l'éducation des mères qui joue un rôle déterminant, non seulement sur la santé des femmes elles-mêmes, mais encore sur celle de leurs enfants. L'éducation des mères a également une influence majeure sur la santé des ménages, et plus encore des enfants. Ensuite, l'accès à l'instruction est également conditionné par le milieu de résidence, ainsi que par le niveau de revenu des ménages. Le taux global d'alphabétisation est encore faible en milieu rural.

#### **4.5.1.2. La politique migratoire interne**

La migration intérieure favorise beaucoup l'urbanisation croissante, surtout dans les pays en développement, car la ville est considérée comme un centre d'attraction. La politique migratoire peut prendre les mesures suivantes : augmenter la rétention de la population, par une politique de développement rural, promouvoir les migrations rurales –rurales, et encourager le développement des villes moyennes, en canalisant les flux migratoires. Comme nous l'avons dit, par exemple, Madagascar, est une île, la population circule librement dans son territoire. Cela veut dire que la migration intérieure se développe partout à Madagascar. Le déplacement des gens va directement dans la zone urbaine, à cause des divers secteurs, tertiaire et secondaire tels que les industries, les commerces, l'hôtellerie, etc.

#### **4.5.2. Une utilisation plus rationnelle des ressources**

Utiliser rationnellement les ressources signifie allouer de façon optimale ces ressources. En d'autres termes, il y a allocation optimale des ressources quand sa répartition permet d'en tirer le maximum d'avantages, de sorte qu'aucun changement dans les priorités de dépenses ne puisse se faire sans affecter le bien-être global.

##### **4.5.2.1. Utilisation rationnelle des ressources humaines**

Les ressources humaines dont il est question ici sont les mains d'œuvres (la population active donc). Il a été en effet, avancé comme solution possible les projets HIMO. Ces projets qui consistent à valoriser les facteurs de production abondants dans les PED (donc les mains d'œuvre) permettent d'utiliser rationnellement les ressources humaines dont dispose un pays. En effet, la technique HIMO permet aux chômeurs peu qualifiés de travailler et réduit ainsi le sous-emploi. Plus de gens qui travaillent signifie qu'il y a plus de consommateurs qui, non seulement stimulent l'économie mais améliorent en même temps leur niveau de vie. La valorisation des mains d'œuvres qui abondent à Madagascar est ainsi favorable à son développement. De la même manière, inciter les femmes (surtout celles qui se trouvent en milieu rural) à planifier leur naissance permet une meilleure allocation des mains d'œuvre puisqu'elles pourront travailler encore plus et participer ainsi à l'amélioration des rendements.

##### **4.5.2.2. Utilisation plus rationnelle des ressources naturelles**

Une population bien informée sur les problèmes environnementaux engendrés par leurs habitudes et modes de vie utilisera de manière rationnelle les ressources en leur possession puisqu'elle se sentira responsable. L'éducation environnementale aura ainsi pour conséquence une meilleure gestion des ressources naturelles. De plus, donner des occupations et donc des revenus à la population moins qualifiée entraîne l'utilisation plus rationnelle des ressources naturelles. En effet, la pression faite sur ces dernières résulte surtout du fait de leur surexploitation par les plus pauvres pour assurer leur survie.

Cette tendance à utiliser de façon rationnelle les ressources naturelles quand le niveau de vie augmente est confirmée par la courbe environnementale de Kuznet. Cette courbe repose sur l'idée que l'environnement est un "bien supérieur", cela signifie que c'est un bien dont la demande augmente avec le revenu. En effet, pour les individus les plus pauvres, la tâche de se nourrir, se loger, se vêtir ne laisse pas de place à d'autres préoccupations (telle la dégradation de l'environnement due à leur mode de vie voire de survie).

## **Conclusion**

En guise, cette recherche nous a permis de discerner la problématique sur la démographie et la croissance économique de Madagascar. Pour arriver à ce stade, ce travail a été guidé par une démarche bien précise. A Madagascar, des défis sur l'amélioration du niveau de vie et du bien-être ont été relevés pour combattre la pauvreté.

Notre analyse a pu montrer que la ville de Toamasina rencontre des problèmes d'ordres généraux dus aux problèmes générés par l'augmentation du nombre de la population urbaine. Cette tendance est actuellement accentuée par l'émergence de l'exode rurale des zones aux environnant de l'agglomération de la ville de Toamasina.

Somme toute, en comparant l'évolution de la population des continents, force est de reconnaître que le problème de la population en Afrique est réel et qu'il représente des inévitables défis. L'impact des taux de natalité élevé de l'accroissement de la dimension et de la densité de la population, de la dépendance croissante se traduisent tous par de grandes pressions sur les gouvernements africains en matière d'emplois productifs ; ce qui accentue les problèmes de chômage, de sans-emplois, de la pauvreté persistante, de la multiplication des bidonvilles, des crimes et de l'instabilité politique.

## **Références bibliographiques**

Banque Mondiale « Rapport sur le développement dans le monde 1992, le développement et l'environnement », 42 pages

BERG Whitaker, stratégie pour un nouveau développement en Afrique, Paris Economica, 1980, 400 pages

GEORGES(Cazes), JEAN (Domingo), « Tiers Monde : Le temps des Fractures, 412 pages

KI-ZERBO Joseph, Histoire de l'Afrique Noire D'hier à Demain, Hatier Paris, 1978, 168 pages

OMEF/Enquête Secteur Informel Toamasina, 2010, 25 pages

PNUD, Rapport national sur le développement humain. Le rôle de la gouvernance et de la décentralisation dans la réduction de la pauvreté, Madagascar 2000, 44 pages

PNUD, rapport sur la situation générale des pays en développement, avril, 2012, p03.

TREILLET Stéphanie, « L'économie du développement : de Bandoeng à la mondialisation », 477 pages.